

L'Édito

Depuis notre dernier journal de juin 2021, l'actualité est peu enthousiasmante :

- **La pandémie de la COVID**, même si elle diminue, est toujours présente et l'après pandémie n'a pas résolu les problèmes de santé au niveau national et au niveau local (voir par ailleurs).
- **La guerre**, en Ukraine, aux portes de l'Europe, avec son lot de destructions, de morts, de blessés, d'exilés s'ajoute à d'autres qu'il ne faut pas occulter. L'annonce des pénuries d'énergie et de denrées alimentaires liées à ces conflits montre les effets néfastes de la mondialisation à outrance et encourage à privilégier la consommation locale.

- **Le réchauffement climatique** (voir ce qui se passe en Inde) s'emballé.
- Et, pour finir, **la montée de l'extrême droite en France !!**

Certes, on peut se réjouir que, cette fois encore, elle ne soit pas arrivée au sommet de l'état mais le score atteint est très inquiétant et pose des questions. Nous voulons vous faire partager quelques unes de nos réflexions sur certains de ces sujets dans ce petit journal et nous vous proposerons à l'automne des conférences/ débats sur certains d'entre eux.

Claude BANOS

Rejoignez «Ensemble Pour Saint Jean»

Comme la municipalité, nous nous sommes réjouis du bon taux de participation au premier tour des élections présidentielles avec 80,94 % de votants à Saint Jean De Moirans. Autre sujet de satisfaction les forces de gauche sont arrivées en tête (34,78%), suivies par le centre et la droite (33,33 %), puis par l'extrême droite (29,82 %) : voir l'histogramme.

Cette comptabilisation des voix correspond à la démarche d'« Ensemble Pour Saint Jean » qui réunit des personnes humanistes de gauche toutes tendances réunies. Nous réfléchissons sur des thèmes variés liés au quotidien des habitants mais aussi sur des sujets préoccupants pour l'avenir de notre planète. Chaque année nous proposons des soirées à thèmes et notre volonté est de réunir un maximum de personnes pour donner encore plus de sens à notre volonté d'agir, nous recherchons des actions, mesures ou propositions directement et rapidement applicables à l'échelle de la commune et/ou du pays voironnais.

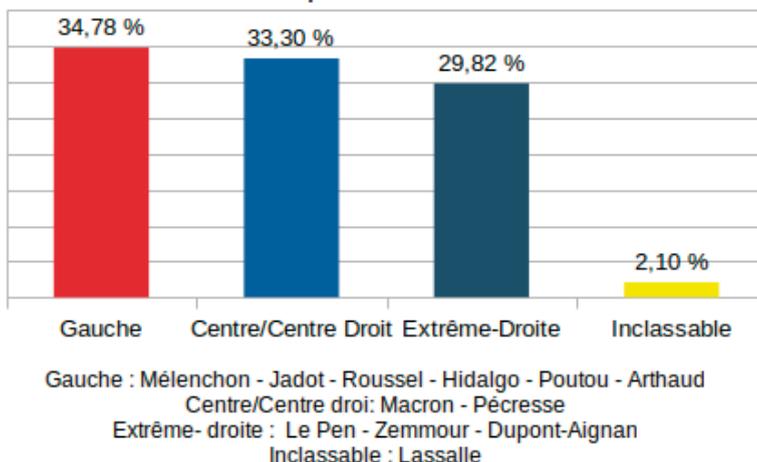
EPSJ s'adresse aux saint jeannais qui, en votant, ont montré leur intérêt pour des valeurs humanistes, sociales, écologiques et démocratiques. Nous invitons celles et ceux qui partagent ces valeurs tournées vers l'égalité, l'environnement, la jeunesse, vers un futur où tout le monde aurait une place à venir nous rejoindre.

En effet Ensemble Pour Saint Jean existe depuis plus de 20 ans nous cherchons de nouvelles ou nouveaux membres, qu'ils soient saintjeannais depuis 77 ans ou 7 minutes!

LE BUREAU D'EPSJ

Résultats du 1er tour des élections présidentielles à Saint Jean

Résultats élection présidentielle 1er tour St-Jean



Élections législatives des
 12 et 19 juin
 Faites entendre votre voix :
Votez !

▼ Conseils municipaux pas ou tardivement annoncés, manifestations annulées sans explications, que se passe-t-il avec la communication de la mairie ? Les obligations légales sont certes respectées, avec les annonces sur les panneaux d'affichage présents sur la place, mais peut-on se contenter du minimum, alors que la mairie dispose d'autres moyens de communication ?

▼ Le « Vivre Ensemble » et le « Petit Journal » ont pour vocation respectivement d'annoncer les événements qui ont trait à la vie du village organisés par la mairie ou par les nombreuses associations saintjeannaises, et de fournir une information plus détaillée sur différents sujets de la vie communale (travaux, budget, etc). Étant distribués dans toutes les boîtes à lettres, ils sont les seuls accessibles à tous les Saint-Jeannais et de facto les média de référence.

▼ Cependant, les délais de parution du « Vivre Ensemble » distribué une fois par mois et du « Petit Journal » une à deux fois par an, ne permettent pas de diffuser les informations en temps réel. Pour cette raison, la mairie s'est dotée d'autres moyens de communication qui permettent de diffuser l'information plus rapidement : un panneau lumineux et internet.

▼ Le panneau lumineux au centre village ne permet que des messages courts mais est cependant très utile pour rappeler des événements annoncés par ailleurs.

La communication internet permet au contraire de diffuser l'information de façon exhaustive, et complète utilement les parutions papier. La commune dispose à la fois d'un site qui lui est propre, et d'une page Facebook. D'un côté donc, un site internet créé, hébergé et géré par un prestataire lié par contrat à la mairie et financé sur le budget de la commune (donc par le contribuable), de l'autre côté un service régi par la loi des GAFAMI qui peut décider à tout moment et unilatéralement de changer ses conditions d'utilisation.

▼ Il nous semble que le premier devrait être le site de référence et diffuser toutes les informations à destination des Saint-Jeannais, et que Facebook, qui permet certes plus d'interactivité avec les internautes ne devrait être qu'un complément. On devrait par conséquent trouver sur le site de référence toutes les informations mises à jour régulièrement.

▼ Malheureusement, on peut constater que ce n'est pas le cas. Plusieurs pages du site sont obsolètes, comme par exemple celle annoncée depuis la page d'accueil par ce texte :

Retrouvez toutes les informations dans les différentes rubriques.

Nous constatons que beaucoup de personnes viennent très régulièrement sur le site.

Pour celles qui y viennent quotidiennement, cliquez sur la flèche bleue pour voir les dernières informations ajoutées.

Les « dernières informations » ajoutées sur la page en question datent... du 3 juin 2021, bientôt un an ! Au contraire, la page Facebook de la commune semble suivre de beaucoup plus près l'actualité. Le problème est d'une part que l'information n'y est pas structurée de façon à faciliter les recherches, d'autre part que l'accès complet aux informations nécessite de se connecter à un compte Facebook. Or, de nombreux internautes ne souhaitent pas posséder un compte. Celui-ci est certes gratuit, mais comme le dit l'adage « quand c'est gratuit, c'est toi le produit ».

▼ Mais le plus préoccupant reste le contenu de l'information : plusieurs d'entre nous ont un sentiment d'opacité, et l'impression que nombre d'informations ne sont pas communiquées. Un exemple concerne le tour pédestre, annulé au dernier moment, sans doute pour des raisons tout à fait valables, mais qui aurait dû faire l'objet d'une information transparente et complète.

Négligence, manque de ressources, ou volonté délibérée ?

François PernoUD

Vous avez dit : participation citoyenne ?

▼ Le titre du premier article du « Vivre Ensemble » de mars dernier : « la participation citoyenne » attire immédiatement l'attention...

Chouette ! Enfin, la mise en place d'une structure officielle associant les citoyens à l'étude et à la mise en place de projets pour la commune....

Une rapide lecture permet de comprendre immédiatement qu'il ne s'agit pas vraiment de cela ! Le « Vivre Ensemble » de mai, hélas, confirme qu'il ne s'agit pas du tout de cela. En effet, l'article s'intitule « devenir acteur de sa sécurité » il s'agit de mettre en place une organisation officielle « impliquant l'État, les Forces Publiques et les Communes » afin d'agir pour la sécurité de tous.

S'emparer de l'expression « participation citoyenne » pour l'appliquer à :

- « Etablir un lien régulier entre les habitants, les élus et les représentants de la force publique »
- Pour « accroître la réactivité des forces de sécurité contre la délinquance »
- Pour « renforcer la tranquillité au coeur des foyers... » nous paraît être en complet décalage avec le sens profond de « participation citoyenne !

Quand on pense à la fameuse « Charte de participation citoyenne » élaborée (à grands frais!) par le Pays Voironnais, il y a quelques années... Elle avait d'autres ambitions que ce que l'Etat nous propose aujourd'hui !!! il est vrai qu'elle est très rapidement tombée aux oubliettes !

On nous parle de « solidarité entre voisins », Cela n'existe-t-il pas déjà (sauf cas particuliers, bien sûr) et depuis toujours ? Pourquoi faudrait-il créer un « lien régulier...avec les représentants de la force publique » ?, Avons-nous vraiment besoin de « dispositif spécial », de « correspondants de quartier » ?

Ne peut-on pas craindre des dérives qui pourraient mener vers la délation et autres comportements rappelant de sinistres souvenirs?

...alors que, de toutes façons, on nous conseille d'appeler le 17, en cas de besoin ?

Il nous semble qu'une véritable « participation citoyenne » relève d'une tout autre démarche.

Il s'agit, dès le départ, d'associer les citoyens à l'élaboration, la discussion, la recherche de solutions... pour tout projet concernant l'ensemble des habitants de la commune ; il s'agit de mettre en place des structures pérennes qui soient des forces de propositions, aidant les élus dans leurs choix et la mise en place de projets qui répondent aux attentes de ceux qui les ont élus...

Nous sommes bien loin de ce que nous propose aujourd'hui, l'État...

Nous osons cependant espérer que la mise en place « des comités de quartier » par la mairie correspondra davantage à nos attentes.

Marie-Alberte MACARI



Autonomie et résilience alimentaire de la commune

▼ Dans un contexte planétaire dramatique - guerre en Ukraine, pandémie du COVID, et progression du réchauffement climatique, la perspective émerge et les premiers effets commencent à se faire sentir, d'une crise alimentaire mondiale avec des famines probables à venir dans de nombreux pays.

La question de l'autonomie et de la résilience alimentaires se pose désormais à toutes les échelles avec une redoutable acuité. Et l'inquiétude est grande à tous les niveaux des états-majors politiques nationaux et internationaux.

Citons par exemple le rapport alarmant sur les perspectives de famines en Afrique publié par la FAO (Food and Agriculture Organisation, agence de l'ONU) récemment, et l'initiative européenne FARM (Food & Agriculture Resilience Mission) lancée par E. Macron pour anticiper les crises à venir et les prévenir dans les pays les plus vulnérables.

En France le monde agricole est en crise depuis des décennies et la situation difficile des petits agriculteurs est un problème national et un enjeu majeur pour le pays et la justice sociale à laquelle nous aspirons tous. Manger est une ancienne première préoccupation occultée depuis longtemps par la bien moindre urgence du pouvoir d'achat, mais qui pourrait retrouver bientôt une forme d'actualité brûlante.

Le renforcement structurel de l'autonomie et de la résilience alimentaires de notre pays devra probablement passer par une révision drastique de la politique agricole nationale avec une remise en cause de la domination de longue date de l'agro-industrie productiviste tournée vers l'exportation, et un infléchissement de ses objectifs vers des productions qui satisfassent en partie ou en totalité mais en priorité, les besoins alimentaires nationaux qui ne sont en rien, ou qui sont peu, aujourd'hui sa préoccupation.

● A l'échelle de la région, parmi les multiples initiatives récentes, **Les Greniers d'Abondance**, association régionale créée en 2018 consacre entièrement son activité à cette question en explorant la situation actuelle et les perspectives futures de l'autonomie alimentaire. Elle réunit citoyens, chercheurs, experts et acteurs de terrain, et elle met à la disposition du public intéressé un programme (CRATER) d'évaluation en ligne de la résilience alimentaire d'une commune. Le programme utilise les données statistiques nationales.

EPSJ a eu la curiosité d'utiliser ce programme pour voir quel est, dans ce cadre, la situation de notre commune concernant son autonomie alimentaire. Le résultat de cette évaluation devra sans doute être affiné, mais il est déjà intéressant et mérite une discussion. Il pourrait servir de base à un débat citoyen sur ce sujet avec la communauté des agriculteurs de la commune. Le fichier de ces résultats est disponible aux intéressés auprès d'EPSJ.

Au niveau local, EPSJ a rejoint un collectif associatif - le Comité Citoyen pour l'Autonomie Alimentaire (CCAA), qui a pour ambition d'étudier cette question au niveau du Voironnais. Nos lecteurs seront tenus informés de notre activité à ce sujet.

Michel BUENERD

Nous vous proposerons
une conférence sur ce
thème le
14 Octobre à 20h30
au centre socio culturel

Retenez la date !

La santé est malade

▼ Le monde de la santé va mal en France et dans le voironnais.

Manque de personnel dans les hôpitaux, manque de lits de médecine, manque de financement, manque de dentistes, manque de médecins libéraux, manque de kinés, manque d'infirmières... La liste est longue, le problème est ancien et la crise du Covid n'a fait que le mettre en avant.

Le nouvel hôpital tant attendu n'a rien amélioré. Les urgences ferment souvent de 20h à 8h faute de personnel. Des patients âgés patientent des jours dans les couloirs des urgences faute de lits de médecine, d'autres ne peuvent pas être opérés rapidement. Là encore la liste est longue et le problème complexe.

Un *Collectif Santé Voironnais* composé de citoyens et de soignants s'est mis en place pour mobiliser la population et les politiques et notre association *Ensemble pour Saint Jean* prévoit d'organiser une rencontre sur le thème de la santé.

Mobilisons nous tous pour sauver notre système de santé.

Isabelle GLORIEUX